

Coopération et Développement économiques

Le SECO fait le bilan

2012-2015



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Ressources 2012–2015

258 507

Dépenses
publiques de la
Confédération

en millions de CHF



1214
Ressources SECO

7 317

Ressources
coopération au
développement
(DDC/SECO)

Professionalisation

- Amélioration du pilotage, du monitoring et des comptes rendus
- Renforcement des compétences thématiques des responsables de projet
- Renouvellement de l'organisation, des procédures et des instruments
- Consolidation des représentations suisses sur place

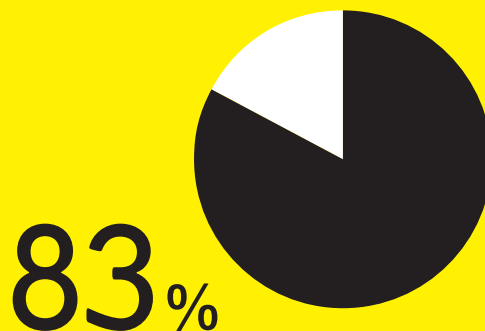
Effet

Satisfaction à l'égard des projets évalués
2008–2011 2012–2014

Taux de réussite	75%	81%	
Pertinence	93%	93%	→
Efficacité	77%	85%	↗
Efficience	56%	62%	↗
Durabilité	37%	47%	↗

Compte tenu des défis qui se posent dans le domaine de la coopération au développement, l'impact des projets du SECO est très satisfaisant. Au niveau international, un taux de réussite de 65 à 80 % est considéré comme bon et réaliste. Des institutions comme la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement affichent un taux de réussite moyen de 70 à 76 %.

Soutien



de la population suisse considère le travail de la Confédération en matière de coopération au développement comme bon ou très bon.

Résultats 2012–2015

19 408 900 000

dollars
d'investissements
générés

2 371 514 250

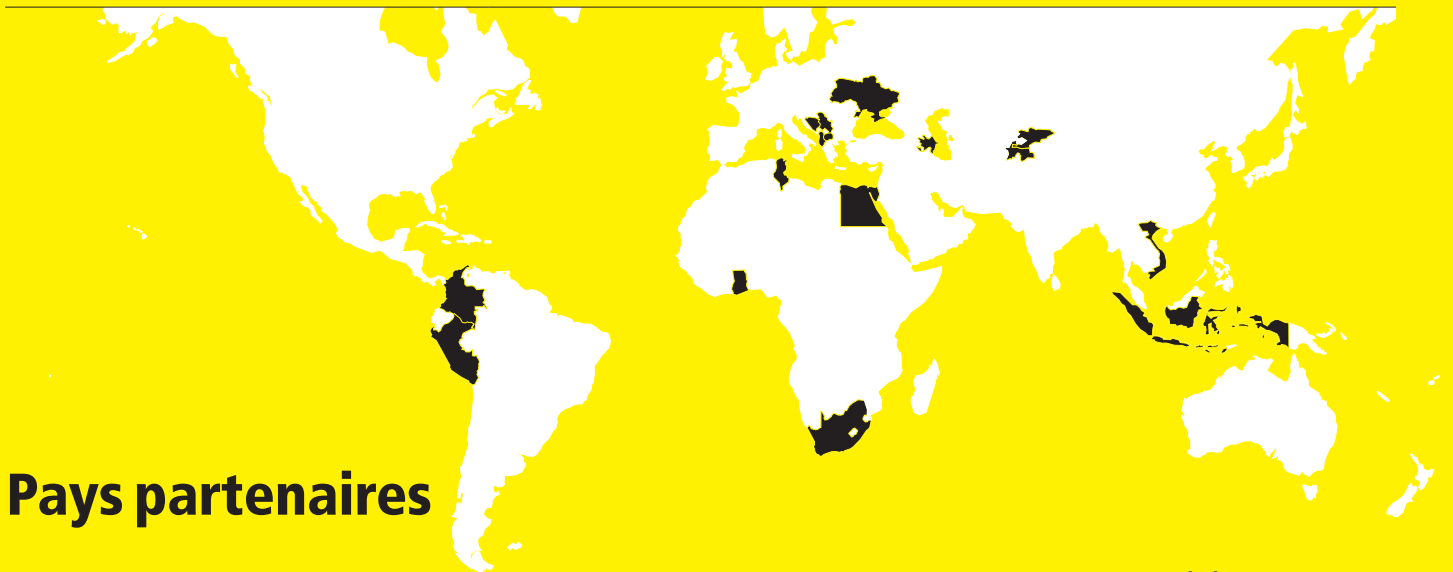
kilowattheures
obtenus grâce aux
énergies renouvelables et
à l'efficacité énergétique

530 000

dollars
d'investissements
privés mobilisés
par SIFEM

470 300

emplois
préservés
ou créés



Pays partenaires

SUD	Evolution 2010–2014		EST	Evolution 2010–2014	
	PIB par habitant	Chômage		PIB par habitant	Chômage
Vietnam	53.9%	–0.5% →	Tadjikistan	49.7%	–9.1% ↻
Pérou	29.7%	1.8% ↘	Kirghizistan	44.2%	–6.2% ↻
Colombie	26.4%	–3.8% ↻	Azerbaïdjan	34.9%	–0.6% →
Égypte	19.9%	4.3% ↘	Macédoine	19.6%	–3.7% ↻
Indonésie	11.7%	–1.3% ↻	Serbie	13.7%	–0.3% →
Ghana	9.0%	1.0% ↘	Albanie	12.8%	3.5% ↘
Tunisie	–5.5%	2.3% ↘	Kosovo	11.0%	–12.7% ↻
Afrique du Sud	–12.3%	0.4% →	Bosnie et Herzégovine	9.4%	16.2% ↘
			Ukraine	3.6%	0.8% ↘

GESTION

Processus certifié

Le système de gestion de la qualité appliqué par le SECO est certifié ISO 9001:2008. L'examen externe continu des procédures et des méthodes de travail favorise l'apprentissage institutionnel et améliore l'efficacité des projets soutenus par le SECO.

MESSAGE



Conseiller fédéral
Johann N. Schneider-Ammann
Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche

» L'OCDE atteste que la Suisse fournit un travail professionnel axé sur les objectifs et les résultats. Je m'en félicite, mais je veux encore mieux. C'est pourquoi le Conseil fédéral définit des objectifs encore plus concrets dans le nouveau message concernant la coopération internationale 2017-2020. La politique économique extérieure et la coopération internationale de la Suisse, en particulier la coopération économique au développement du SECO, disposent ainsi de meilleures bases pour leurs activités et stratégies.



REDEVABILITÉ



Felix Gutzwiller
Membre du comité d'évaluation de la coopération et du développement économiques du SECO

» Le SECO prend les évaluations externes très au sérieux. Contrairement au monitoring interne, celles-ci permettent une appréciation indépendante des réussites et des échecs. Le travail du SECO est ainsi plus efficace et les ressources investies ont plus d'impact. En tant que parlementaire et membre du comité d'évaluation, j'attache une grande importance à ces deux aspects.



Cadre stratégique

EVALUATIONS INDÉPENDANTES



Geert Engelsman
Evalueur
Rebel Group
International

» Le SECO consacre l'attention nécessaire au renforcement des partenaires locaux, tels que les entreprises publiques de distribution d'eau et d'énergie, et peut aujourd'hui faire valoir plusieurs réussites. Notre évaluation a mis en évidence l'importance considérable de la responsabilité individuelle. L'encouragement proactif de cette responsabilité demeure toutefois un défi de taille.



Evaluation de l'impact

STRATÉGIE PAR PAYS ET PAR SECTEUR



Dagmar Vogel

Cheffe de la section
Financement d'infrastructures
du SECO

» Nos stratégies par pays et par secteur s'appuient sur le message concernant la coopération internationale. Nous agissons en fonction des besoins du pays partenaire, en mettant à profit nos points forts. De plus, nous choisissons nos partenaires principaux et décidons de la forme de notre collaboration, ce qui nous permet de fournir un travail ciblé, efficace et efficient.



MISE EN ŒUVRE



Ingo Schoppe

Holinger SA, partenaire de
mise en œuvre au Kirghizistan,
au Vietnam et en Tunisie

» Nous documentons l'avancement du projet dans un rapport trimestriel et décidons ensuite, avec nos partenaires de projet, des adaptations à apporter pour obtenir les résultats souhaités. La responsabilisation de nos partenaires locaux est un facteur clé de la réussite d'un projet. Il s'agit là d'un travail de longue haleine qui exige une certaine compréhension culturelle.

ANTENNE EXTÉRIEURE



Stanislava Dodeva

Responsable du programme
dans le domaine de l'eau
Bureau de coopération en
Macédoine

» La mise en œuvre du projet appelle un accompagnement intensif. Bien souvent, nous devons renforcer les connaissances et les compétences du partenaire avant de pouvoir déployer les mesures convenues. Nous ne ménageons aucun effort pour établir un dialogue fructueux avec nos partenaires, notamment les autorités compétentes, une condition sine qua non pour que le projet continue de fonctionner après la fin de notre soutien.

Définition et pilotage de projet

DÉFIS

Réduction de la pauvreté et gestion des défis mondiaux

Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté s'est réduit de plus de moitié depuis 1990. Toutefois, des défis mondiaux remettent en question les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté. Aujourd'hui, sept personnes sur dix concernées par la pauvreté vivent dans des pays à revenu intermédiaire. Comme ces pays jouent sur ce front un rôle clé pour toute une région en raison de leur poids démographique et de leur rayonnement économique, le SECO axe la majorité de ses mesures sur eux. Hormis le changement climatique, les crises économiques et financières et la migration, un autre phénomène vient menacer la stabilité et la croissance durable: l'augmentation des disparités entre riches et pauvres, conséquence de l'inégalité des chances pour cueillir les fruits du développement et de la croissance.

Global Risk Report 2015 (Forum économique mondial):

Les dix risques les plus probables à l'échelle mondiale

Le SECO contribue activement à la prévention de ces risques

- 1 Conflits interétatiques ayant des répercussions régionales
- 2 Evénements météorologiques extrêmes
- 3 Echec de la gouvernance nationale
- 4 Crises étatiques ou effondrement de l'appareil étatique
- 5 Chômage structurel élevé ou sous-emploi
- 6 Catastrophes naturelles
- 7 Echec de l'adaptation au changement climatique
- 8 Crises liées à l'eau
- 9 Fraude et vol de données
- 10 Attaques informatiques

Cohérence des politiques

Les relations entre la Suisse et les pays en développement sont déterminées par la politique de développement et par d'autres politiques sectorielles. La Suisse promeut la cohérence des politiques pour un développement durable et tient compte des différentes dimensions du développement dans chacune de ses politiques. Elle fait des efforts pour coordonner les politiques aux niveaux tant national qu'international, notamment dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Par exemple, en tant que place de négoce importante de matières premières à l'échelle mondiale, la Suisse soutient une initiative internationale dans ce domaine. Le rapport de base sur les matières premières (Conseil fédéral 2013) vise notamment à renforcer la cohérence entre les politiques, et souligne l'importance stratégique de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). L'ITIE a pour objectif d'améliorer la transparence dans le secteur des matières premières en rendant publics les flux financiers entre les entreprises extractrices et les gouvernements des pays producteurs. Le SECO soutient l'ITIE depuis 2009.

Mise en œuvre des projets: Un chemin semé d'embûches

La mondialisation, l'accroissement des risques mondiaux et la baisse de l'importance de l'aide au développement traditionnelle constituent des défis de taille pour le travail stratégique du SECO, qui doit également pouvoir gérer différents problèmes durant la mise en œuvre des projets. Rien n'est acquis d'avance. Le SECO souhaite apprendre de ses erreurs et en tirer les enseignements pour les projets à venir. Les principaux défis au stade de la mise en œuvre des projets sont les suivants:

→ Durabilité des projets

La durabilité des projets est l'un des éléments critiques de la coopération au développement (cf. exemple du Pérou). Le SECO souhaite produire un effet durable en responsabilisant les partenaires de projet et en formant les collaborateurs et les cadres. Pour chaque intervention, il prévoit en outre une stratégie de sortie, qui lui permet d'abandonner le projet si le critère de durabilité n'est pas assuré. Les enseignements tirés d'évaluations indépendantes aident à introduire en cours de route des mesures supplémentaires pour améliorer la durabilité du projet.

→ Fragilité

La faiblesse des institutions et l'instabilité des rapports de force politiques favorisent les troubles sociaux, comme en Egypte, et les guerres, comme en Ukraine. Ce type d'événement casse le développement et projette le pays plusieurs années en arrière. En cas de crise, le SECO reste actif dans

les pays partenaires et adapte rapidement les projets et les interventions, comme à Vinnytsia (Ukraine), où il maintient une collaboration fructueuse avec l'administration de la ville malgré la guerre qui fait rage dans le pays. Il soutient les améliorations des transports publics et dans le domaine de l'énergie. En juin 2015, Vinnytsia a été la première ville d'Ukraine à décrocher l'European Energy Award.

→ Politique économique

Manque de volonté de réforme, redéfinition soudaine des priorités politiques, changement de régime, autoritarisme, promesses verbales non contraignantes des responsables politiques: autant d'éléments déstabilisants avec lesquels il faut apprendre à vivre dans les pays en développement et les pays émergents. Ces impondérables anéantissent les progrès ou font échouer des projets (cf. ex. du Vietnam). Afin d'y parer, le SECO choisit ses partenaires avec soin, procède à une analyse préalable des risques et mène un dialogue politique intense avec les autorités et les acteurs concernés.

→ Manque de capacités

Bien souvent, les partenaires de mise en œuvre locaux dans les institutions publiques ou le secteur privé ne possèdent pas le savoir-faire nécessaire pour mener à bien le déploiement du projet, et les conditions-cadre légales et réglementaires font défaut (cf. ex. du Pérou). C'est pourquoi le SECO doit souvent soutenir en parallèle des réformes et dispenser les connaissances nécessaires. Même si ces deux facteurs sont garantis, il suffit parfois d'un départ, que ce soit en raison de développements politiques ou d'une offre d'emploi, pour compromettre le projet. Le SECO s'attache donc à confier la gestion du savoir non pas à des individus, mais à des institutions.

Vietnam

Un changement de priorité entraîne l'abandon du projet

Le SECO assistait la banque centrale vietnamienne depuis 2009 dans le développement d'une stratégie pour le secteur bancaire. L'économie vietnamienne ayant dû faire face à des difficultés persistantes qui se sont répercutées sur le secteur financier, le gouvernement vietnamien a redéfini ses priorités. Au lieu de développer une stratégie à long terme, il a mis l'accent sur des mesures à court terme. Il a par conséquent renoncé à établir une stratégie globale pour le secteur bancaire, si bien que le SECO a mis un terme au projet.

Enseignements pour le SECO

→ Projet: les activités stratégiques seront liées à la recommandation du «Financial Sector Assessment Program» du FMI et coordonnées avec le FMI et la Banque mondiale.

→ SECO: le SECO œuvre systématiquement à l'amélioration de la transparence et de la redevabilité. L'expérience montre que seule une collaboration de plusieurs années permet d'atteindre le but visé. Il est donc important que le SECO maintienne le dialogue avec les instances politiques.

Pérou

Il n'y a pas de recette toute faite

Au Pérou, le SECO entendait promouvoir le tourisme régional en appliquant le management de destination, un concept qui a fait ses preuves en Suisse. Au cours du projet, il est toutefois apparu que ce concept ne pouvait pas être appliqué à l'identique dans ce pays andin. Les bases légales réglant le financement des organisations de tourisme n'étaient pas assurées, et les acteurs n'avaient pas conscience de leur rôle. Par conséquent, le processus de décentralisation a été difficile: Des partenariats publics-privés ont été introduits à titre pilote dans différentes régions touristiques, mais le modèle n'a pas pu être pérennisé.

Enseignements pour le SECO

→ Il est important de tenir compte des expériences et des leçons tirées de cet échec pour les activités futures dans le domaine du tourisme. Il faut notamment éveiller la conscience des acteurs sur l'importance des conditions-cadre nécessaires, expliquer les différents rôles des acteurs et renforcer la confiance.

THÈMES



Politique économique et financière

Deux éléments sont indispensables pour assurer des finances publiques saines: un système fiscal équitable, qui génère des recettes publiques régulières, et un gouvernement qui utilise les fonds publics de manière rationnelle. Ces deux facteurs sont essentiels à la croissance économique et à la réduction des disparités. C'est la raison pour laquelle le SECO contribue au renforcement des finances publiques dans ses pays partenaires et au développement du secteur financier. Un secteur financier stable et diversifié améliore la compétitivité et contribue à la création d'emplois.



Grâce aux nouvelles prestations de l'administration fiscale ghanéenne, je peux payer mes impôts plus facilement. L'administration fiscale a ouvert de nouveaux bureaux, où des collaborateurs serviables et compétents m'aident à remplir ma déclaration. Il n'y a plus de complications, ce qui m'incite à respecter mes obligations fiscales. **Samuel Nbani, contribuable au Ghana**

Motiver les contribuables

Au Ghana, le SECO soutient depuis 2008 une réforme fiscale en menant un vaste programme de modernisation de la politique et de l'administration fiscales. L'une des principales réformes a été la fusion de trois services différents pour former l'administration fiscale ghanéenne. Les contribuables sont divisés en groupes et conseillés en fonction de leurs besoins (petits, moyens ou grands contribuables) par des services externes appelés «Taxpayers Offices». De plus, ils ont désormais la possibilité de soumettre leur déclaration d'impôts par internet. Grâce à l'assistance fournie par le SECO, le Ghana a élargi sa base d'imposition et amélioré l'efficacité de son administration fiscale. Le nombre des contribuables s'est accru de 135 000 entre 2009 et 2014, ce qui correspond à une hausse de 10 %. Les gains d'efficacité ont permis de réduire les dépenses pour chaque cédant ghanéen perçu et de réaliser des économies pour l'équivalent de 15,5 millions de francs suisses.



Le FMI et la Banque mondiale consolident leur coopération

SWISS
CONTRIBUTION



Le SECO est l'un des moteurs derrière l'outil de diagnostic à l'intention des administrations fiscales (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool, TADAT), qui aide les pays en développement à moderniser leur système fiscal et à augmenter leurs recettes fiscales. Il a soutenu les travaux de développement de TADAT, renforçant ainsi le rôle d'intermédiaire joué par la Suisse entre différentes organisations. Grâce à son intervention, le FMI et la Banque mondiale ont consolidé leur coopération. Une collaboration plus étroite avec l'Administration fédérale des contributions (AFC) et le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SFI) a en outre permis d'améliorer la cohérence de la politique économique extérieure de la Suisse.

CONCLUSION

Au cours des dernières années, d'importants progrès ont été réalisés dans les activités de politique économique et financière. Le SECO a joué un rôle majeur dans l'identification des réformes nécessaires et le développement d'instruments de diagnostic. A l'avenir, l'analyse et la mise en œuvre de ces réformes seront rapprochées. Les réformes sont essentielles pour créer des institutions publiques solides et fiables qui fournissent des prestations à la portée de tous les citoyens. Le risque de réorientation des priorités politiques et les fluctuations du personnel dans l'administration publique constituent des défis. Sur proposition de la Suisse, l'importance de la mobilisation des ressources domestiques a été confirmée dans le Programme d'action d'Addis-Abeba. Le SECO continue d'assumer son rôle de pionnier dans ce domaine.

Evaluation indépendante Fiscalité et développement

Fonds investis 1996-2013

CHF 60 millions

Pertinence	● ● ● ●
Efficacité	● ● ● ●
Effcience	● ● ● ●
Durabilité	● ● ● ●

Le SECO a fourni une contribution considérable au développement d'une politique fiscale équitable et transparente dans ses pays prioritaires. La plupart des pays soutenus disposent d'un bon cadre légal et réglementaire et affichent un degré de transparence supérieur à la moyenne. Cela étant, la perception, mais aussi l'enregistrement et l'estimation fiscaux doivent encore être améliorés.

Enseignements pour le SECO

- > Des lignes directrices claires permettent de faciliter la réalisation des objectifs du programme sur la fiscalité et le développement.
- > Les besoins des pays partenaires en matière de gestion du savoir et de personnel sont analysés de plus près afin d'améliorer le critère de pertinence.
- > La durabilité des projets est bonne lorsque les composantes liées à la fiscalité et au développement sont combinées avec un soutien budgétaire.

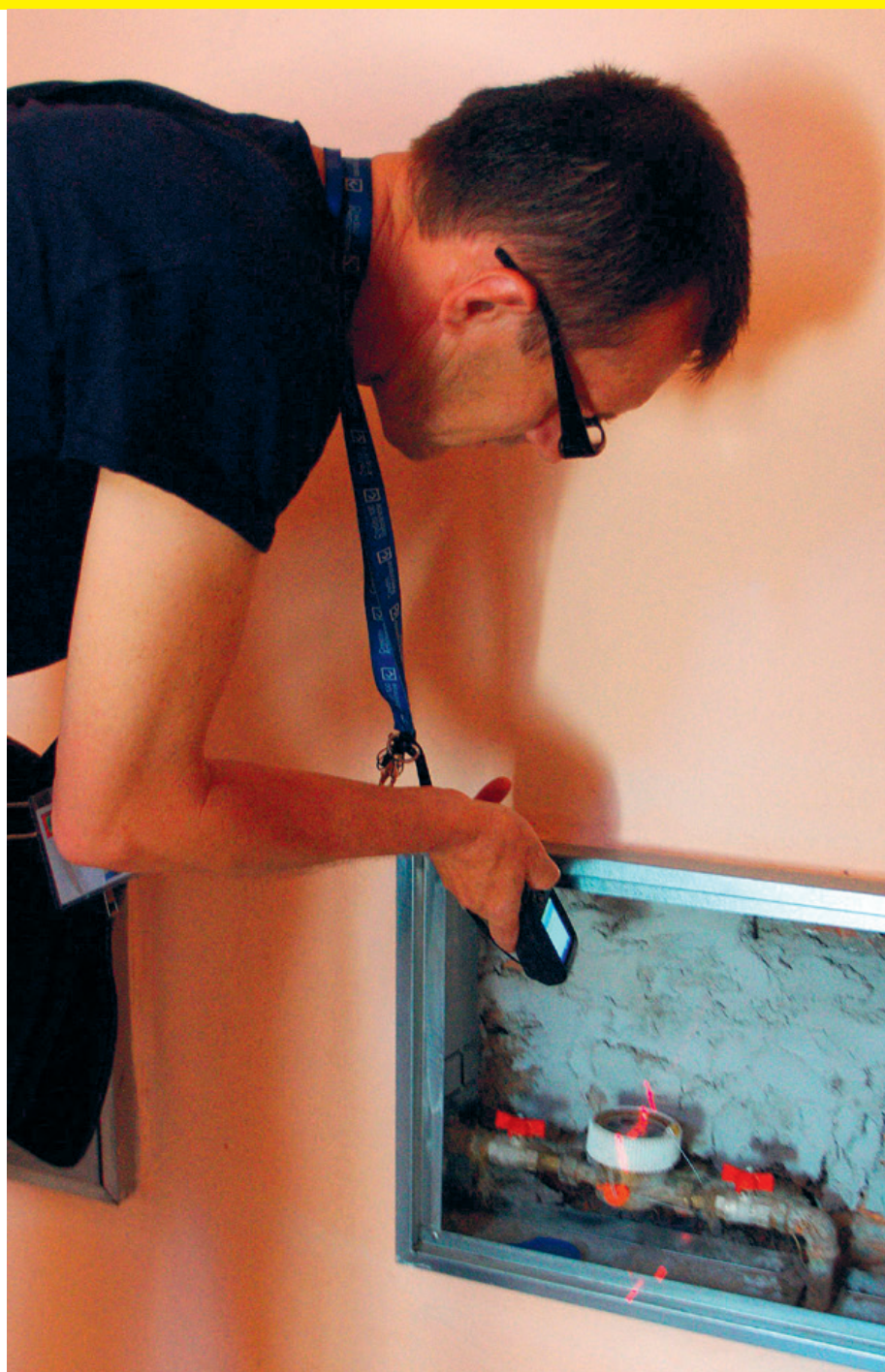


THÈMES



Infrastructure et approvisionnement urbains

De bonnes infrastructures de base sont essentielles à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration de la qualité de vie et au développement économique durable. C'est pourquoi le SECO soutient le renforcement des entreprises publiques de distribution d'eau et d'énergie et des entreprises publiques de traitement des déchets. L'objectif est de faciliter l'émergence d'entreprises publiques modernes, rentables et sensibles aux besoins des clients, qui utilisent des processus transparents, disposent d'un personnel qualifié, proposent des structures tarifaires adaptées et possèdent un équipement moderne.



Enfin l'eau courante

Aujourd'hui, 560 000 habitants de huit villes albanaises profitent des programmes du SECO. L'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées ont été améliorés au cours des dernières années. La distribution d'eau potable courante est désormais assurée au quotidien, parfois même 24 heures sur 24. De plus, les entreprises de distribution d'eau sont devenues plus efficaces dans tout le pays. Le nombre moyen de collaborateurs par 1000 raccordements a diminué de 9,3 à 8,9 entre 2010 et 2014, ce qui confirme le gain d'efficacité. La part d'eau potable enregistrée et relevée par débitmètre est passée de 45 à 60 % durant la même période.

Mon lecteur numérique ne laisse aucune place au doute: la mesure est correcte. Finis les imprécisions et les décomptes erronés et, donc, les litiges. La propension des utilisateurs à payer s'est accrue, puisqu'ils paient uniquement pour l'eau qu'ils ont effectivement utilisée. Le nouveau système de mesure et de facturation fait l'unanimité auprès des habitants. **Bashkim Bregu**, collaborateur de l'entreprise de distribution d'eau de Shkodra, Albanie

S'affranchir de l'aide au développement



Le SECO a été parmi les premières organisations de développement à définir un cadre conceptuel à l'autofinancement des entreprises d'infrastructure, cadre qu'il a ensuite testé au moyen de projets novateurs. Les résultats montrent que les entreprises d'approvisionnement concernées optimisent de manière autonome leurs processus sur les plans financier, organisationnel, opérationnel et stratégique, ce qui leur permet de devenir plus efficaces et, à long terme, de s'affranchir de l'aide au développement. Le SECO utilisera l'expérience tirée des projets tests pour développer cette approche et l'appliquer à grande échelle.

Evaluation indépendante

Services publics

Fonds investis 2003-2013

CHF 50 millions

Pertinence	● ● ● ● ●
Efficacité	● ● ● ● ●
Effizienz	● ● ● ● ●
Durabilité	n.d.

L'évaluation montre qu'il est important de renforcer les entreprises publiques d'approvisionnement sur les plans financier et structurel, ce qui correspond non seulement aux besoins des citoyens de profiter de prestations de qualité, mais encore aux priorités politiques des pays bénéficiaires.

Enseignements pour le SECO

- > Il faut renforcer systématiquement la responsabilité individuelle et les compétences des partenaires.
- > Lors de la création d'entreprises publiques d'approvisionnement capables de s'autofinancer, il convient de mieux tenir compte des besoins des clients.
- > Bien souvent, les cadres intermédiaires d'une entreprise restent plus longtemps fidèles à l'entreprise que ceux de la direction générale, et ce sont eux qui mettent en œuvre les mesures d'amélioration. Il faut donc renforcer de manière ciblée les compétences des cadres moyens et des collaborateurs spécialisés.

CONCLUSION

Le message concernant la coopération internationale 2013-2016 se concentre à juste titre sur l'infrastructure urbaine. Etant donné que les villes se développent à une vitesse fulgurante et que la consommation des ressources est en hausse, le SECO a choisi d'approfondir la priorité thématique «développement urbain durable». Hormis le renforcement des entreprises publiques d'approvisionnement, l'accent est mis sur les questions de financement, l'utilisation optimale de l'espace et la réduction des émissions. La responsabilisation du partenaire à l'égard du projet et de sa mise en œuvre reste l'une des clés du succès et une condition indispensable pour que les infrastructures de base soient autofinancées. A cet effet, il est impératif de prévoir une planification globale et réaliste du projet et de renforcer les capacités locales.



PARTENARIATS



À l'échelle mondiale, la majorité des individus habitent aujourd'hui en ville. La population urbaine dans le Sud doublera au cours des quinze prochaines années. C'est donc notre dernière chance de créer et de réaliser des modèles de ville durables. L'EPFZ forme une nouvelle génération de professionnels qui concevront les villes du XXI^e siècle. La ville côtière colombienne de Barranquilla nous donne l'occasion de mettre en pratique nos connaissances.

Hubert Klumpner, à gauche, et Alfredo Brillembourg, chaire d'architecture et d'urbanisme, EPFZ

À l'image de bon nombre de villes d'Amérique latine, Barranquilla est confrontée à une croissance démographique fulgurante, un rythme que le développement des infrastructures ne parvient pas à suivre. Un approvisionnement insuffisant en eau, des places publiques mal entretenues, des embouteillages quotidiens et l'utilisation sauvage des trottoirs et des rues latérales par des vendeurs ambulants nous rendent la vie dure. La collaboration entre la Universidad del Norte et l'EPFZ donne des impulsions aux futurs urbanistes pour transformer Barranquilla.

Elsa Noguera, maire de Barranquilla (Colombie)



Après avoir passé 26 ans en Suisse, j'ai ouvert en 1999 ma propre fabrique de meubles en Bosnie et Herzégovine. Durant la crise financière de 2008, il m'a été impossible d'obtenir des crédits pour financer le développement rapide de mon entreprise. C'est à ce moment-là que le SECO Start-up Fund m'est venu en aide et j'ai pu financer l'expansion de mon entreprise, qui emploie aujourd'hui 360 collaborateurs en Bosnie et Herzégovine.

Edin Dacic, directeur de Standard AD Prnjavor, Bosnie et Herzégovine

Le SECO Start-up Fund (SSF) a cofinancé 100 start-up au cours des quinze dernières années, dont la majorité fait preuve d'un grand professionnalisme. Ces entreprises aujourd'hui établies peuvent inciter d'autres jeunes pousses à saisir leur chance et à réaliser leurs propres idées commerciales.

Andreas Ragaz, responsable du SECO Start-up Fund, Zurich

” Nestlé investit 110 millions de francs à l'échelle internationale dans la production durable de cacao. Nous devons assurer les bases de notre activité commerciale par des partenariats aussi directs et durables que possible. Notre objectif est d'étendre dans d'autres pays le programme de Swisscontact et du SECO visant la production durable de cacao.

Hans Jöhr, responsable des Services agricoles, Nestlé SA, Vevey



” Depuis 2012, nous avons formé plus de 50 000 familles de paysans en Indonésie dans le domaine de la production durable de cacao et leur avons fourni une aide pour les questions d'accès au marché et de financement. Leur productivité a enregistré un bond spectaculaire de 55 %. **Manfred Borer, responsable de Swisscontact en Indonésie**

” Jusqu'à récemment, je ne pensais pas que la culture de cacao pouvait constituer une source de revenus sûre. Grâce à la formation offerte par Swisscontact, j'ai augmenté ma production annuelle de 600 à 1500 kg, et j'ai appris à collaborer avec d'autres producteurs de cacao. Mon groupe octroie aujourd'hui des microcrédits à ses membres pour acheter de l'engrais biologique.

Rahmat Ilyas, producteur de cacao, village de Kaluku, Indonésie



” Le programme Bilateral Assistance and Capacity Building for Central Banks (BCC) permet un échange régulier entre les scientifiques et les banques centrales. Nous organisons des conférences et encadrons des projets de recherche. Nous aidons la Banque centrale de Tunisie à perfectionner ses modèles macroéconomiques spécifiques au pays.

Cédric Tille, professeur d'économie internationale, Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), Genève

” Les rapports théoriques et les échanges avec des universitaires nous permettent de compléter nos connaissances et applications empiriques. Cela ne peut que renforcer la capacité de la Banque Centrale à accomplir sa mission principale de préserver la stabilité des prix.

Moez Lajmi, vice-directeur, direction générale de la politique monétaire de la Banque centrale de Tunisie



THÈMES



Secteur privé et entrepreneuriat

Les entreprises privées, en particulier les PME, jouent un rôle clé dans l'intégration économique régionale et mondiale. Les interventions du SECO améliorent le climat d'affaires, facilitent l'accès des PME au capital et favorisent un entrepreneuriat responsable. Un secteur privé réglementé et solide offre des possibilités de travail et de développement, et fournit à l'Etat les fonds nécessaires au financement des services publics.

Créer son entreprise plus rapidement

Naguère, les entrepreneurs au Vietnam devaient suivre une procédure laborieuse pour faire enregistrer leur entreprise, et l'accès à un registre du commerce central offrant des informations transparentes et juridiquement valables était fortement restreint. C'est pourquoi le SECO soutient, depuis 2010, le développement d'un système d'enregistrement national, qui contient aujourd'hui les données de près d'un million d'entreprises. Les bureaux d'inscription régionaux sont rattachés au bureau national et permettent aux entreprises de régler toutes les formalités en une fois. La durée de la procédure est ainsi passée de quinze jours à trois jours et demi, générant des économies de quelque quatre millions de dollars par an pour le secteur privé.

Leader en placement financier durable



Les investissements privés étant largement supérieurs à l'aide publique au développement, il est crucial de promouvoir des produits financiers durables. Le SECO a contribué en 2014 à la création de la plateforme Swiss Sustainable Finance (SSF), qui réunit des prestataires suisses de services financiers afin de mobiliser des fonds privés pour le financement du développement et de la protection du climat et de positionner la Suisse comme un leader mondial des placements durables. SSF rassemble des prestataires, des investisseurs, des universités, des écoles de commerce, des organisations non gouvernementales et des institutions du secteur public. Pour atteindre son objectif, elle peut s'appuyer sur la longue expérience internationale de la Suisse en matière d'intégration des principes de durabilité dans le monde des affaires et dans la société.

Evaluation indépendante SIFEM – Swiss Investment Fund for Emerging Markets

Fonds investis 2005-2010

CHF 170 millions

Pertinence	● ● ● ●
Efficacité	● ● ● ●
Efficienne	● ● ● ●
Durabilité	● ● ● ●

L'évaluation atteste que les investissements de SIFEM, qui est propriété de la Confédération, produisent un très bon résultat et génèrent un impact durable sur le développement. Elle a notamment souligné les bons résultats obtenus au chapitre de la création d'emplois.

Enseignements pour le SECO

- Fixer des objectifs opérationnels plus ambitieux.
- Améliorer le relevé des données pour mesurer l'effet produit.
- Mieux tenir compte de la croissance inclusive et du développement social lors de la participation à des fonds.

Je suis très satisfaite du service. Il est désormais simple d'inscrire son entreprise ou de mettre à jour l'inscription existante. La procédure est transparente. De plus, j'apprécie d'être considérée comme une cliente. La file d'attente reste toutefois très longue. J'espère que cet aspect sera amélioré à l'avenir.

Nguyen Thu Hien, entrepreneuse, Phu Gia Investment Company, Vietnam



CONCLUSION

L'amélioration du climat d'affaires, l'accès au capital et le renforcement de l'entrepreneuriat créent des emplois attrayants. La création d'emplois pour le personnel non qualifié et l'amélioration des conditions de travail des couches pauvres de la population demeurent des défis de taille. Il faut montrer aux entreprises qu'elles ont tout intérêt à améliorer les conditions de travail, puisqu'une amélioration va de pair avec une hausse de la productivité. Le SECO attachera donc à l'avenir une importance accrue à la qualité des conditions de travail, à la protection contre la discrimination économique et à l'intégration des couches pauvres de la population dans ses activités de promotion du secteur privé.



THÈMES



Commerce durable

Les pays en développement et les pays émergents profitent du commerce mondial lorsque celui-ci crée des emplois, génère des revenus et améliore la disponibilité des marchandises. Pour permettre au plus grand nombre de profiter du commerce et empêcher que celui-ci ne se fasse aux dépens de l'environnement et de la société, le SECO promeut un commerce respectueux des aspects sociaux et environnementaux qui intègre toutes les couches de la population. A cet effet, il s'engage en faveur d'une amélioration des conditions-cadre dans les pays partenaires, renforce la capacité d'exportation et la compétitivité des entreprises, par exemple en mettant en place des normes de durabilité volontaires, et favorise les exportations de marchandises vers les marchés européens.



Les fruits du baobab ont changé ma vie. J'ai commencé à les cueillir en 2006. A l'époque, je ne pouvais pas manger à ma faim. Avec l'argent de la première vente, je me suis offert une portion de semoule de maïs. Aujourd'hui, je gagne assez pour construire ma propre maison. Durant la saison de la récolte, nous ne manquons de rien et pouvons même mettre un peu d'argent de côté.

Annah Mendela, récolteuse, Limpopo, Afrique du Sud

De l'or équitable



SWISS
CONTRIBUTION

Dans les pays en développement, des millions d'individus vivent de l'extraction d'or, une activité qu'ils pratiquent parfois dans des conditions extrêmement difficiles. La Suisse est un carrefour important du commerce international de l'or: elle raffine environ 70 % de l'or mondial. C'est la raison pour laquelle le SECO a créé, en collaboration avec l'industrie suisse de l'or (raffineries, fabricants de bijoux et de montres), le projet pilote «Better Gold Initiative», qui vise à améliorer les normes environnementales et sociales ainsi que les conditions de travail dans les petites exploitations minières. Dans ce contexte, les raffineries suisses Argor-Heraeus, au Tessin, et Metalor, à Neuchâtel, accordent aux producteurs une prime de 1000 dollars par kilogramme d'or pur lorsqu'ils respectent certaines normes environnementales et de travail. Les premiers bijoux en or du monde répondant aux principes du commerce équitable sont vendus en Suisse par Christ Montres & Bijoux, Coop City, Vieri et Manor.



Du baobab pour l'Europe

PhytoTrade est l'association des producteurs d'ingrédients naturels en Afrique. Elle fournit une aide aux entreprises dans la commercialisation de leurs produits naturels, comme le pain de singe (le fruit du baobab africain). PhytoTrade a développé une procédure test pour les produits du baobab, qui permet aux entreprises d'Afrique du Sud de satisfaire aux réglementations de l'UE relatives aux nouveaux aliments. Les essences de ce fruit ont ainsi pu être admises sur le marché des denrées alimentaires et le marché des boissons de l'UE, ce qui a donné naissance au plus grand marché du monde pour les ingrédients et produits naturels issus du baobab. Le SECO a soutenu la création de PhytoTrade et a financé le développement de la procédure test.

CONCLUSION

Accords de libre-échange, propriété intellectuelle et normes de durabilité volontaires: ce sont les domaines dans lesquels la Suisse possède des connaissances techniques internationalement reconnues. Pour améliorer la compétitivité internationale et l'accès au marché des producteurs et des exportateurs, le SECO reste actif tout au long de la chaîne de création de valeur. Des normes de durabilité volontaires comme Fair Trade, UTZ et FSC sont maintenant reconnues. A l'avenir, il s'agira d'élargir leur diffusion et d'améliorer leur efficacité pour que davantage de producteurs puissent en profiter sur le marché mondial. Au cours des dernières années, la politique commerciale internationale a été marquée par le blocage des négociations à l'OMC. Dans ce contexte, l'Accord sur la facilitation des échanges, conclu en 2013 à Bali, constitue une avancée positive. Le SECO fournira une aide à ses pays partenaires pour faciliter le traitement douanier et optimiser les procédures logistiques, par exemple.

Evaluation indépendante

Aide pour le commerce

Fonds investis 2002-2012

CHF 500 millions

Pertinence	● ● ● ●
Efficacité	● ● ● ●
Efficiencia	● ● ● ●
Durabilité	● ● ● ●

L'évaluation accorde une excellente note au SECO pour la mise en réseau des producteurs et des partenaires de marché internationaux. Par ailleurs, le SECO joue un rôle de pionnier lorsqu'il s'agit de fournir aux pays en développement une assistance technique liée au commerce dans le cadre d'accords de libre-échange.

Enseignements pour le SECO

- Renforcer l'intégration des activités en étoffant la palette de thèmes par pays.
- Mieux rattacher les programmes et les projets à la promotion du secteur privé par le SECO. Les paysans devraient avoir un accès facilité au capital d'investissement et pouvoir économiser du temps et de l'argent dans les procédures administratives.
- Moins de petits projets, plus de programmes globaux

THÈMES



Une croissance respectueuse du climat

Les pays en développement et les pays émergents sont les premières victimes du changement climatique, mais ils sont également responsables de plus de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre. C'est pourquoi le SECO les aide à mettre en place une économie respectueuse du climat, qui implique notamment la réduction socialement acceptable des subventions se chiffrant à plusieurs milliards accordées aux énergies fossiles que sont le pétrole, le gaz naturel et le charbon. En collaboration avec les banques de développement, il fournit un soutien aux pays en développement dans la réduction de ces incitations néfastes pour le climat.

Jusqu'à présent, nous n'avions qu'une assurance de base qui ne couvrait pas les inondations. Nous avons donc saisi l'occasion pour assurer nos biens contre ce type de catastrophe et les séismes, le tout pour des primes abordables.

La famille Đokić, d'Obrenovac (Serbie), a été victime d'inondations en mai 2014 et a été forcée de quitter sa maison, détruite par l'eau, pendant plusieurs mois.



Assurance contre les risques liés au changement climatique

Les inondations dévastatrices survenues en Europe de l'Est en 2014 ont mis en évidence notre vulnérabilité face aux catastrophes naturelles. C'est la raison pour laquelle le SECO soutient le projet «South East Europe Catastrophe Risk Insurance Facility» de la Banque mondiale, qui vise à introduire en Albanie, en Macédoine et en Serbie des assurances modernes contre les risques de catastrophe comme les canicules, les sécheresses, les inondations et les séismes. Tirana, Skopje et Belgrade, mais aussi la communauté des pays donateurs soulignent l'importance de faire évoluer les produits d'assurance contre les risques de catastrophe. Une société d'assurance baptisée EuropaRe et sise en Suisse a été créée. Le SECO cofinance à hauteur de 4,45 millions de dollars le développement des produits d'assurance et de la plateforme de diffusion. En 2015, le projet a été nominé, aux côtés de neuf autres finalistes, au Prix CAD «Porter l'innovation en matière de développement à une échelle supérieure», qui sera décerné en mars 2016.

Rapport sur l'efficacité 2014

Analyse de l'efficacité des projets du SECO et de la DDC dans le domaine du climat

Fonds investis 2000-2012

CHF 1,32 milliard

Efficacité bonne à très bonne	40 %
Efficacité moyenne	50 %
Efficacité faible ou zéro	10 %

Mis en place avec le soutien de la Suisse, les Centres nationaux pour une production plus propre (CNPP) ont un impact positif. Ces centres conseillent l'industrie pour diminuer la production de déchets et les émissions polluantes. Ils ont permis de réduire les émissions annuelles de CO₂ de 35 400 t au Pérou et de 25 000 t en Afrique du Sud.

Enseignements pour le SECO

—> Le rapport a identifié un potentiel d'amélioration dans la cohérence du portefeuille suisse en matière de changement climatique: les offices fédéraux (DDC, OFEV, SECO) devraient mieux coordonner leurs activités.

—> Le rapport propose en outre de chiffrer l'impact prévu sur le climat à un stade précoce, dès la phase de planification.

CONCLUSION

Le changement climatique met en péril les progrès réalisés ces dernières décennies dans la lutte contre la pauvreté. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral a chargé le SECO, dans le message 2013-2016, de développer une nouvelle priorité thématique concernant le climat. Dans ses pays partenaires, le SECO œuvre en faveur d'une croissance respectueuse du climat grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et le renforcement des mécanismes financiers et de marché mis en place pour la protection climatique. Le message 2017-2020 prévoit de mieux mesurer l'impact sur le climat, et les aspects relatifs au climat seront systématiquement pris en considération dans les projets de développement des centres urbains. Enfin, la question liée à une meilleure capacité de résistance (résilience) de la population des pays en développement aux perturbations climatiques gagne également en importance.

Effet boule de neige pour les énergies renouvelables



REPIC (Renewable Energy and Energy Efficiency Promotion in International Cooperation) est une plateforme pour la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans les pays en développement ou en transition. Elle soutient avec un montant maximal de 150 000 francs les organisations suisses qui

investissent dans des projets énergétiques respectueux de l'environnement. De 2014 à 2017, REPIC consacre chaque année un montant total de 4,8 millions de francs à une dizaine de nouveaux projets, qui concernent toutes les nouvelles formes d'énergies renouvelables (le photovoltaïque, le solaire thermique, la biomasse, la petite hydraulique, l'énergie éolienne, la géothermie). Elle soutient les partenaires de projet principalement dans le développement de projets pilotes viables.



THÈMES



Coopération multilatérale

Les défis mondiaux exigent une concertation internationale, seul moyen de lutter contre les menaces comme le changement climatique et de réduire la pénurie alimentaire. La Banque mondiale et les banques régionales de développement disposent d'importantes ressources financières et d'instruments efficaces pour trouver des solutions à ces problèmes mondiaux. En raison de leur rôle clé dans le développement durable, elles comptent parmi les principaux partenaires du SECO pour la mise en œuvre des mesures de politique économique et commerciale.

L'énergie hydraulique génère un revenu

Qiao Shuai, paysan, et son père, Qiao Keqin (53 ans) rêvaient depuis longtemps d'ouvrir leur propre auberge dans le nord-ouest de la province chinoise de Gansu. En effet, le parc géologique de Zhangye-Danxia et ses célèbres formations rocheuses ne se trouvent qu'à un jet de pierre de leur ferme. Celle-ci n'était toutefois pas raccordée à un réseau d'électricité fiable. « Dans cette région, les coupures d'électricité font malheureusement partie du quotidien », explique le jeune paysan. Grâce à la centrale hydroélectrique sur la rivière Heihe financée par la Banque asiatique de développement (BAsD), la ferme familiale a été raccordée au réseau d'électricité. Toutes les conditions étaient ainsi réunies pour ouvrir une auberge pouvant accueillir jusqu'à 100 hôtes. Aujourd'hui, les chambres sont équipées d'un système d'éclairage, d'un téléviseur, d'un réfrigérateur, d'une bouilloire et d'un cuiseur de riz. La famille s'attend à un revenu annuel de 16 000 dollars, soit trois fois plus important que celui qu'elle touchait grâce à la culture du maïs et à la multiplication de semences.

Introduction de réformes



Dans les organes de décision des banques de développement, la Suisse fait principalement valoir ses compétences en matière sociale, environnementale et de gouvernance. Ainsi, elle a soutenu des réformes au sein de la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) qui visaient l'introduction de nouvelles normes sociales et environnementales (Safeguard Policies), réformes dans lesquelles les organisations de la société civile et le secteur privé ont été activement impliqués par l'intermédiaire du SECO.

Savoir-faire international, conseillers locaux

La Société financière internationale (SFI) fait partie de la Banque mondiale et se spécialise dans la promotion d'entreprises privées. Le SECO collabore avec la SFI depuis plus de quinze ans en Europe de l'Est et en Asie centrale. Ensemble, ces deux organisations ont amélioré la gouvernance (contrôle et conduite responsable) dans les entreprises industrielles et les banques de ces régions. « Nous sommes très satisfaits de la coopération avec le SECO », affirme Morgan J. Landy, directeur de la division de la SFI en charge des solutions de risque de transaction.

« Le SECO a d'emblée accordé beaucoup d'importance au renforcement des conseillers locaux. Cette approche nous a convaincus, d'autant plus que le but est de rendre notre soutien superflu. Aussi veillons-nous à ce que les prestataires locaux soient capables de conseiller les entreprises. » Une évaluation réalisée par la SFI met en évidence que tous les acteurs sont gagnants : en améliorant leur gouvernance, les entreprises renforcent la confiance des investisseurs et ont accès plus facilement aux moyens financiers, ce qui leur permet de se développer. Parallèlement, les conseillers locaux profitent d'une hausse de la demande. Des emplois se créent des deux côtés. La SFI a par conséquent décidé d'appliquer l'approche du SECO à l'échelle mondiale.



Depuis que l'approvisionnement en électricité de Gansu Zhangye Julong est fiable, nous produisons plus. Mon salaire s'est ainsi accru de 25 %, une hausse très appréciée par ma femme et moi. Nous pouvons ainsi mieux prendre soin de mes parents, qui vivent chez nous.

Gao Chao, collaborateur du fabricant de ciment Gansu Zhangye Julong, Chine



Banque européenne
pour la reconstruction
et le développement



Banque
africaine de
développement



Banque interaméricaine
de développement



Banque asiatique
d'investissement dans
les infrastructures



Banque
asiatique de
développement

CONCLUSION

L'environnement dans lequel évoluent les banques multilatérales de développement est en plein changement. De nouvelles institutions financières internationales voient le jour, comme la Nouvelle banque de développement et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII). Ces nouveaux acteurs peuvent mobiliser les fonds qui sont nécessaires pour répondre à l'importante demande d'infrastructures de base dans les pays en développement et les pays émergents, et qui ne peuvent pas être fournis par le financement classique du développement. La Suisse est membre fondateur de la BAII, et le SECO a participé à la rédaction des statuts de cette nouvelle institution. L'un des objectifs est de veiller à ce que la BAII respecte les normes sociales et environnementales internationales dans le cadre de ses activités. Dans sa collaboration avec la BAII, le SECO peut s'appuyer sur sa longue expérience et la crédibilité de la Suisse dans les banques multilatérales de développement.



Nouvelles réalités

Pour les pays en développement, l'aide publique classique au développement constitue aujourd'hui une source de revenus parmi d'autres. Grâce au soutien et à l'expertise économique des donateurs, comme le SECO, bon nombre de pays bénéficiaires peuvent mobiliser leurs propres ressources, que ce soit au moyen d'une hausse des recettes fiscales, des investissements directs étrangers ou des recettes issues du commerce international. De nouveaux donateurs entrent également en jeu: des pays du Sud, des fondations ou des expatriés qui transfèrent de l'argent depuis l'étranger. A la lumière de ces nouvelles réalités, la coopération au développement du SECO, axée sur les aspects économiques et commerciaux, assume aujourd'hui davantage un rôle de catalyseur, avec pour objectif de fournir un soutien ciblé propre à mobiliser de nouvelles ressources.

La croissance inclusive constitue une nécessité économique

De nombreux pays en développement et pays émergents ont enregistré ces dernières années une croissance économique considérable, alors que le gouffre entre riches et pauvres n'a cessé de se creuser. Les fortes disparités peuvent nuire à la cohésion d'une société, à la stabilité politique et, à long terme, à la performance économique. Si un certain niveau de disparité est inévitable dans une économie à croissance rapide, il faut plus que jamais veiller à ce qu'une économie émergente procure des avantages à toutes les couches de population. C'est dans cet esprit que le SECO s'engage en faveur d'une croissance inclusive et durable, à savoir une croissance qui permet au secteur privé de créer des emplois et au secteur public de fournir des services essentiels, deux conditions indispensables à la réduction de la pauvreté et des risques mondiaux.

Inclusion financière des femmes



Les femmes constituent la majorité des pauvres, si bien que les spécialistes parlent d'une «féminisation de la pauvreté». Elles sont donc les principales bénéficiaires d'une croissance inclusive. L'égalité entre hommes et femmes constitue une priorité pour le SECO, raison pour laquelle sa politique des risques prévoit qu'un projet n'est pas mis en œuvre s'il défavorise ou exclut les femmes en raison de leur genre. Lorsque c'est opportun et réalisable, les projets encouragent en outre de manière ciblée l'égalité des sexes.

Pour promouvoir l'inclusion financière des femmes, le SECO soutient, par exemple, un programme de la Banque mondiale qui aide les institutions financières à créer davantage de services financiers pour les femmes. Au Liban, la BLC Bank a ainsi engagé plus de femmes et a développé de nouveaux produits financiers axés sur les besoins de celles-ci. Le volume de crédits accordés à des entreprises dirigées par des femmes s'est ainsi accru de 92 %, passant de 11 millions à 21 millions de dollars.

Message 2017-2020

- Réduire la pauvreté et les disparités par le biais de la croissance inclusive.
- Générer des fonds supplémentaires pour le développement avec l'aide de donateurs publics et privés.
- Asseoir le rôle de pionnier de la Suisse au travers de projets et de programmes novateurs.
- Consolider la cohérence des politiques par une collaboration active entre les offices fédéraux.
- Améliorer la durabilité des projets en renforçant les capacités et les institutions locales.



Programme de développement durable à l'horizon 2030

La communauté internationale a adopté, en 2015, un nouveau cadre de référence pour le développement durable et la réduction de la pauvreté, qui influera sur les activités nationales et internationales des pays entre 2016 et 2030. Parmi les 17 objectifs (Objectifs de développement durable, ODD) placés au cœur de ce «Programme 2030», la coopération au développement du SECO se concentrera principalement sur ceux signalés ci-dessous. Le message sur la coopération internationale 2017-2020 tient compte de ce nouveau cadre de référence et accorde une grande importance à la réalisation des 17 objectifs.



Impressum

Editeur

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Coopération et Développement économiques

Holzikofenweg 36, 3003 Berne

Téléphone + 41 (0) 58 464 09 10

www.seco-cooperation.admin.ch

info.cooperation@seco.admin.ch

Conception et rédaction

pluswert gmbh, Bâle / Coire

Graphisme

vollprecht gestaltung, Bâle

Photos

Titre: Panos/Sven Torfinn

pp. 8-9: Steven Chapple

p. 10: Bureau de la coopération suisse en Albanie

p. 15: Sébastien Löffler, nôi PICTURES

pp. 16-17: PhytoTrade South Africa

p. 18: Anadolu Agency, Getty Images

p. 21: Banque asiatique de développement

Sources pp. 2-3:

Ressources: SECO, section Qualité et ressources/DDC, Division Planification financière stratégique et conseil

Effet: SECO, rapports annuels sur l'efficacité 2008-2014

Soutien: Etude de monitoring «Entwicklungszusammenarbeit 2014», gfs, Berne

Résultats: SECO, section Qualité et ressources

Développement dans les pays partenaires: Banque mondiale et Trading Economics (état au 20 octobre 2015)

Risques mondiaux: Global Risk Report, Forum économique mondial, www.weforum.org/reports/global-risks-report-2015

Méthodologie:

Depuis 2012, le SECO utilise des indicateurs standard, qui permettent de mesurer

l'impact des projets de manière systématique et de réaliser un compte rendu agrégé des

résultats quantitatifs. Parallèlement, les projets sont régulièrement soumis à des

évaluations stratégiques spécifiques au projet ou au programme. Parfois, le SECO n'est

pas le seul donateur, raison pour laquelle les résultats des projets ne peuvent pas être

attribués de manière univoque à sa contribution.

La présente publication est disponible en français, en allemand et en anglais:

vous pouvez la télécharger sur www.seco-cooperation.admin.ch ou la commander en

téléphonant au +41 (0) 58 464 09 10.

Berne, 2015